

Projet appui à la filière forêt-bois (PAFFB)

Un atelier de sensibilisation au profit des opérateurs économiques de la filière

MSM

Libreville/Gabon

LE Projet appui à la filière forêt-bois (PAFFB), en collaboration avec la direction provinciale des Eaux et Forêts de l'Estuaire, organise, ce jeudi 12 avril, à la résidence hôtelière Nomad de Libreville, un atelier d'information et de sensibilisation à l'intention des opérateurs économiques dudit secteur. Cet atelier s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan de travail annuel, notamment en ce qui concerne les actions suivantes : mettre en œuvre la stratégie de communication sur le projet ; élaborer le programme de sensibilisation, d'information et de communication des parties prenantes sur les ac-

tivités du Projet et, enfin, mener des missions de sensibilisation auprès des entreprises. Pour le directeur général de l'Agence d'exécution des activités de la filière forêt-bois (AEAFFB), cette action contribue à l'implémentation de la composante 3 du PAFFB relative à l'appui aux opérateurs de la filière. Il s'agira, lors de cette rencontre, de présenter le Projet d'appui à la filière forêt-bois aux opérateurs économiques implantés dans la province de l'Estuaire ; d'informer et sensibiliser les opérateurs économiques de la même province à leur implication dans la mise en œuvre du PAFFB, et aussi de recueillir des observations/ commentaires quant à la conduite du Projet et à l'implication des différentes parties prenantes.



Photo : Innocent MBADOUA/L'Union

Du bois scié conditionné exclusivement en vue d'être exporté.

« Les effets recherchés à travers cette approche communicative sont que les opérateurs économiques de la Filière forêt-bois de l'Estuaire aient les informations nécessaires sur le PAFFB, et qu'ils soient sensibilisés à leur implication dans la mise en œuvre du PAFFB. La cellule de gestion de Projet a recueilli des recommandations quant à la mise en œuvre du Projet et à l'implication de ces opérateurs », a indiqué Harnold Jean-Marie Ntoutoume.

Développement rural

Le salut par les TIC, selon la Banque mondiale

MSM

Libreville/Gabon

DANS une étude intitulée « The role of ICT regulations in agribusiness and rural development », le groupe de la Banque mondiale a examiné le rôle des réglementations dans l'accès aux Technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que le développement rural dans 62 pays, avec une majorité africaine en 2016, rapporte l'agence Ecofin. Le rapport indique que les services agricoles basés sur les TIC ont un apport significatif sur les agriculteurs. En effet, ils leur permettent d'accéder à des informations pertinentes, qui sont à l'origine de l'augmentation de leurs revenus, grâce à un meilleur accès au marché. Sauf que, malgré une prolifération des technologies mobiles à travers le monde, les populations rurales et les fermiers en particulier, continuent de faire face à un accès restreint à l'internet et aux services basés sur les TIC. On apprend que la couverture réseau est la principale entrave qui isole encore ces ruraux.

Le rapport note que les réglementations sur les TIC jouent un rôle essentiel dans les endroits où l'accès aux TIC est limité par des infrastructures pauvres. Ces législations ont la faculté de réduire le gap et d'améliorer la connectivité. D'une part, la force ou la faiblesse de ces réglementations sur les TIC est clairement associée à la performance sur des indicateurs clés, y compris le développement du réseau et la connectivité mobile. D'autre part, il ressort qu'une corrélation significative entre la qualité des réglementations sur les TIC et la pénétration du marché de l'internet mobile, suggère que les cadres juridiques soit un élément important dans un environnement favorable aux services des TIC. Pour cause, des pays avec des cadres réglementaires faibles, qui ne favorisent pas la concurrence, affichent des performances tout aussi faibles par rapport à la mesure du développement des TIC. En conséquence, une amélioration de l'accès à ces technologies aura des effets positifs sur l'agro-industrie ainsi que sur le développement rural en général.



BANQUE GABONAISE DE DEVELOPPEMENT (BGD)

L'Administrateur Provisoire informe les représentants légaux des sociétés, ci-dessous listées, de bien vouloir se présenter de toute urgence, dès parution du présent communiqué, à la Direction des Engagements et Affaires Juridiques (Service Recouvrement), 2ème étage du bâtiment annexe du siège, pour affaires les concernant.

- | | |
|---|---|
| <p>4D+ SERVICES
(NGUEMA NDONG THIERRY)</p> <p>ABORA NZAME TRANSPORT
(MBA ALLOGHO HERVE)</p> <p>AGENCE KENNY
(Mme RENKELE)</p> <p>AGST
(ROGOULA DAYA JACQUES)</p> <p>BIJOUTERIE TERANGA
(KAB DIAWARA)</p> <p>BOUKE BOUKE (NDOUNOU NGOUANDZILA)</p> <p>CHRONO SERVICE
(SIMA OLLOMO GUY MARTIAL)</p> <p>COMPAGNIE GABONAISE DES INDUSTRIES & SERVICES</p> <p>COMPLEXE SCOLAIRE BLAISE HONORE
(PARAISO ANGE)</p> <p>CONSULTEC MEDICAL
(NTSAME OBAME SOLANGE)</p> <p>DIEL CREATIVE'S BUSINESS
(Mr MAGNIMA)</p> <p>DIVA FRAIS (NKOGHE JEROME)</p> <p>EPICERIE AWULE (AUGUSTIN AWULE MOMBO)</p> <p>ETABLISSEMENTS ELVYRA
(FENDE ODOUNGA BIENVENU)</p> <p>ETS LE MEILLEUR
(OULD MOHAMED-MOHAMED LAFDAL)</p> <p>ETS MIKALA
(SUCCESSION FEU MIKALA GILBERT)</p> <p>EXPLOITATION FORESTIERE MOANDA</p> <p>FEO CONSTRUCTION (ENGOZOGO FELICIEN)</p> <p>FONDATION ANDRE DJEMBI MOUKETOU
(MOULOUNGUI JEAN BERLIN)</p> <p>GABON FUTUR BTP
(MARCEL JABBERT)</p> <p>GOLDEN SERVICES SARL</p> <p>GOUMANE FADE (MOUTOU MOUSSA)</p> <p>GRAVAS (NDJILEKISSA CLARISSE)</p> <p>GREEN FOREST
(MAYOMBO MOMEN CARLOS)</p> <p>GRICO (Mr ELLE OBIANG)</p> | <p>HOTEL ROYAL PALM
(LAISSY JEAN MARC)</p> <p>INTEGRATION PLUS ENVIRONNEMENT
(AUBIANG PELLEN CYRILLE)</p> <p>JUNIOR LOCATION (NZUE OLIVIER)</p> <p>KEVIN SERVICES (MINTSA MI NGUEMA COME)</p> <p>LA BRICHOE DOREE
(NKORO OYALE YOULOU)</p> <p>LA REINE DE CONSTRUCTION BOIS
(PARAISO FARID ERIC)</p> <p>LA SOCIETE GABONAISE DE BATIMENT ET INFRASTRUCTURE (MBOUMBA PELAYO)</p> <p>LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICAL
(MOUECOUCOU BAGAFU THEODORE)</p> <p>LE CITRUS (EBANETH MARIE NOELLE)</p> <p>LEROY GABON</p> <p>LES PLANTES DE CRISTAL
(OBIANG NZUE ARMAND)</p> <p>LES RANCHS MOURE EMANE EARL
(MINKO MI NKOGHE PEPITO)</p> <p>MATCOFER SARL (M. DEMBELE)</p> <p>MECKOM SERVICES (Mme MECKOM FRANCOISE)</p> <p>MOBILIER & EQUIPLUS
(Mme BOULEPA MARINA)</p> <p>MOTCHI DISTRIBUTION
(Mr MOUSSAVOU TCHISON ERIC)</p> <p>NEW FLASH SERVICE
(MBOUMBA JUSTIN)</p> <p>NOVIBAT NEWS
(BIBANG MBEANG AUGUSTE ALEXANDRE)</p> <p>PAC (GUY NOEL BOUNDA)</p> <p>PLACAGES DE L'OGOUE</p> <p>QUINFERMAT (Mr OBIANG ATINDJOKPO)</p> <p>RESTAURANT L'AIR DU TEMPS
(OBIANG NDONG CELESTIN)</p> <p>SOCIETE NATIONALE DES BOIS DU GABON (SNBG)</p> <p>SAMIN ENTREPRISE (MAPAGA MOMBO)</p> <p>SOBAMIGA (PATRICIA DONEL ET GUY DONEL DEMBA)</p> <p>SOCIETE DE BATIMENT DE TRAVAUX PUBLICS AFRIQUE (ELISABETH ABITANG MBA)</p> <p>SOGECO (BANGUEBE WILFRID ARMAND)</p> <p>STRUXI (MAPANGOU MBOUMBA ALAIN)</p> <p>TKA NETTOYAGE (OYONO EBUKA JOSEPH)</p> <p>WORLD BUSINESS TRAITANCE</p> |
|---|---|